Conflits de mémoire(s) en Espagne : la fin de la politique étatique d'amnistie / d'amnésie ?

Herinneringsconflict in Spanje: het einde van het amnes(t)iebeleid?

Frédéric Crahay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7694>

DOI : 10.4000/temoigner.7694

ISSN : 2506-6390

Traduction(s) :

Herinneringsconflict in Spanje: het einde van het amnes(t)iebeleid? - URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7696> [nl]

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 4-5

ISBN : 978-2-930953-076

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Frédéric Crahay, « Conflits de mémoire(s) en Espagne : la fin de la politique étatique d'amnistie / d'amnésie ? », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 127 | 2018, mis en ligne le 10 février 2022, consulté le 14 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/7694> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.7694>

→ Par **Frédéric Crahay**,
Directeur de la rédaction

Conflits de mémoire(s) en Espagne : la fin de la politique étatique d'amnistie / d'amnésie ?

Nous avons déjà soulevé le débat dans *Témoigner* en 2014¹, débat qui connut un rebondissement l'année dernière. Dans un article², le journaliste belge Sven Tuytens – spécialiste de la société espagnole contemporaine, et de la guerre d'Espagne de 1936-1939 – a récemment recadré la problématique dans l'actualité espagnole de l'été 2018. En décembre 2017, Pedro Sánchez, le candidat Premier ministre espagnol, a promis de réformer la loi sur la mémoire historique (*Ley de Memoria Histórica*). Il l'a fait depuis le cimetière de Paterna, près de Valence, où quelque 2 300 personnes ont été exécutées et enterrées sous le régime du dictateur Franco. Quelques mois plus tard, Sánchez a maintenant l'occasion, en tant que Premier ministre en fonction, de prouver qu'il voulait vraiment la réformer. L'une des mesures les plus symboliques que le nouveau gouvernement socialiste a l'intention de prendre, est d'enlever les restes du dictateur Francisco Franco de son mausolée dans la *Valle de los Caídos* (la vallée de ceux qui sont tombés). Selon Tuytens, il est important pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de réfuter les critiques qui proclament que le parti se souvient davantage de la mémoire historique lorsqu'il est dans l'opposition que lorsqu'il est au pouvoir. Craignant une forte réaction de la part de l'Espagne conservatrice, les socialistes espagnols avaient jusqu'à présent toujours évité de « toucher » au sombre monument.

La vallée de ceux qui sont tombés est située au nord de la capitale espagnole Madrid et se compose d'une gigantesque basilique taillée dans la roche et d'un monastère bénédictin. Quelque 200 000 tonnes de granit ont été taillées ou explosées à la dynamite. La formation rocheuse présente un crucifix de 150 mètres de haut, visible de loin. La construction date des années 1940 et 1950 et est l'œuvre de soldats républicains emprisonnés. En y travaillant, ils ont pu réduire leurs peines, mais il s'agissait en fait d'une forme d'esclavage. Dans toute l'Espagne, les prisonniers politiques étaient utilisés comme main-d'œuvre gratuite à cette époque. Le monument était originellement destiné à rendre hommage aux victimes de la guerre civile (1936-1939), remportée par les fascistes

avec l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie. Parmi les victimes enterrées se trouvent des soldats de Franco et des soldats qui se sont battus pour la République démocratiquement élue. Le monument a été inauguré par Franco lui-même en 1959.

En 2017, le Parlement espagnol a voté une proposition visant à déplacer les restes de Franco. Le gouvernement du Premier ministre de l'époque, Mariano Rajoy, a bloqué l'initiative. Son *Partido Popular* est l'héritier politique d'*Alianza Popular*, qui a hérité des idées du national-catholicisme. Le Premier ministre actuel, Pedro Sánchez, veut faire de la *Valle de los Caídos* un lieu de réconciliation. Et cela ne peut se faire qu'en déplaçant d'abord les restes du dictateur. Ce n'est qu'alors que le monument pourra servir de lieu de mémoire pour toutes les victimes de la guerre civile.

Officiellement, le monstre de granit où reposent 27 000 combattants franquistes, ainsi que 10 000 opposants républicains serait le plus grand charnier d'Espagne. 12 410 sont des inconnus provenant de toute l'Espagne. En réalité, cependant, le lieu de mémoire est devenu un but de pèlerinage pour les fascistes. En effet, les familles de soldats républicains tombés au champ d'honneur qui pendant des années ont cru que les restes de leurs proches reposaient dans un cimetière ou dans une fosse commune craignent d'aller visiter la dernière demeure de leurs proches située dans un monument fasciste.

Tuytens le confirme, après tant d'années, l'Espagne semble encore déchirée par les lignes de faille de la guerre civile. Cette guerre, en prologue de la Seconde Guerre mondiale, a commencé par une rébellion de soldats de droite contre le gouvernement républicain en 1936. La République ne pouvait compter que sur des armes soviétiques. Et malgré les efforts de milliers de volontaires du monde entier qui ont combattu dans les Brigades internationales, les Républicains ne furent pas à la hauteur des insurgés qui reçurent le soutien militaire des troupes allemandes (surtout de l'armée de l'air) et italiennes. En 1939, la République s'effondre

et Franco prend le pouvoir, qu'il maintiendra jusqu'à sa mort en 1975. Le fascisme espagnol n'a en réalité jamais été vaincu.

Aujourd'hui, l'enlèvement de la dépouille de Franco est considéré par beaucoup d'Espagnols comme une initiative anti-espagnole. Avec la question catalane, et la saga politico-juridique de Carles Puigdemont, l'expression des sentiments espagnols bat son plein. Selon l'auteur de *Las mamás belgas*, tout le symbolisme fasciste est dépoussiéré dans la foulée. La famille de l'ancien dictateur, ainsi que la Fondation Francisco Franco qui défend la mémoire du dictateur, s'opposent à l'intention du gouvernement. Selon les franquistes, les choses doivent rester telles qu'elles sont. Tout tourne autour de la tombe de Francisco Franco, qui occupe le point central de la basilique. Le monument peut être considéré comme un rappel de la victoire du dictateur et de son catholicisme national. Les proches des victimes républicaines veulent que leurs proches soient déterrés et enterrés ailleurs, plus près de chez eux. Honorer les victimes de la vallée des morts équivaut-il à rendre hommage à Franco ? L'avenir nous dira s'il s'agit d'un grand coup de bluff de la part de Sánchez ou si le travail mémoriel en Espagne a véritablement évolué.

C'est également de conflits et de violences d'après-guerre que traitera le dossier de ce numéro de *Témoigner* dirigé par le docteur Maarten Van Alstein. Quatre spécialistes belges analysent une des facettes de la violence d'après-guerre dans la société belge. En cette période de fin de commémorations de la Première Guerre mondiale, il est juste de rappeler que les conflits et la violence ne s'arrêtent pas forcément avec la victoire d'une des parties belligérantes, mais qu'ils épousent bien souvent des formes et des moyens d'expression différents avant de s'embraser à nouveau, tel que nous l'illustre le cas espagnol. ■

(1) Danielle Rozenberg, « La Mémoire du franquisme dans la construction de l'Espagne démocratique » in *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, Bruxelles, Fondation Auschwitz, 2014, n° 117, p. 56-66.

(2) Sven Tuytens, *De dictator moet weg uit het grootste mas-sagraf van Spanje*. Voir : <http://www.dewereldmorgen.be/artikel/2018/06/22/de-dictator-moet-weg-uit-het-grootste-mas-sagraf-van-spanje>, consulté le 1^{er} août 2018.